



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 3 mai 2024

Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
BP80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAYS DE LOIRE ENROBES

20 rue de Bel Air
44470 Carquefou

Références : 2024-074_INSP_RAP_SB_PAYS DE LOIRE ENROBES-Cholet
Code AIOT : 0006304942

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement PAYS DE LOIRE ENROBES implanté Parc d'Activité du Cormier 49300 Cholet. L'inspection a été annoncée le 19/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE ainsi que dans le cadre d'une action régionale 2024 ponctuelle relative à la gestion de crise (notamment au confinement des eaux d'extinction) en cas d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAYS DE LOIRE ENROBES
- Parc d'Activité du Cormier 49300 Cholet
- Code AIOT : 0006304942
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une centrale produisant des enrobés routiers au bitume, à chaud qui fonctionne au gaz naturel (alimenté par le réseau de la zone industrielle). Les installations permettent le recyclage de croûtes d'enrobés (couche d'enrobés récupérée sur des chantiers) pour fabriquer de nouveaux enrobés.

L'établissement bénéficie d'une autorisation d'exploiter de 2007 (prod. max de 150 000 t/an), les installations classées exploitées relèvent toutefois aujourd'hui toutes du régime de l'enregistrement ou de la déclaration. L'exploitant n'a pas demandé à être régi par les règles de procédures de l'enregistrement ni à ce que les dispositions de l'AMPG de la rubrique 2521 (E) lui soient applicables. De ce fait, les règles de procédure de l'autorisation s'appliquent toujours, tout comme les dispositions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter (modifié).

En règle générale, 2 personnes assurent le fonctionnement des installations du site (une troisième ponctuellement si besoin).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.5.1 et 7.5.2	Demande d'action corrective	15 jours
8	Bassins de rétention des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.5.4	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.7.1	Demande d'action corrective	15 jours
12	Alarme	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 3.3.3	Sans objet
2	Eaux rejetées (entretien deshuileur)	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 3.3.5	Sans objet
3	Cheminée	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 4.2	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 4.4.2	Sans objet
5	Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 5.2.3	Sans objet
6	Accès, voies et aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.3.1	Sans objet
10	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.7.2	Sans objet
11	Eau d'extinction	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.7.3	Sans objet
13	Vérifications et exercices	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.7.5	Sans objet
14	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été identifiées dont certaines qui conduisent à proposer au préfet de mettre en demeure de l'exploitant de se mettre en conformité (notons que l'exploitant s'est engagé à traiter ces non-conformités). Il s'agit en particulier de la non-étanchéité du bassin de confinement des eaux d'extinction (géomembrane HS) et de l'absence de dispositif d'alarme d'évacuation fonctionnel.

D'autres aspects aux enjeux moins prégnants ont également été relevés et sont détaillés dans le rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées
Prescription contrôlée :

Les eaux de ruissellement et les eaux pluviales sont dirigées vers un bassin de décantation d'une capacité d'au moins 250 m³. Le trop plein de ce bassin est rejeté vers le réseau d'assainissement collectif après avoir transité dans un séparateur à hydrocarbures. L'ensemble de ces rejets doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

PARAMÈTRES CARACTÉRISTIQUES NORME

pH 5,5 < pH < 8,5

Température < 30 °C

Matières en suspension totales (MEST) < 35 mg/l NF T 90 105

Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté < 125 mg/l NF T 90 101

Hydrocarbures < 5 mg/l NF T 90 114

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les réseaux de collecte des eaux pluviales générées par l'établissement sont raccordés au réseau de collecte dédié de la ZAC après accord du gestionnaire.

Constats :

Les eaux de ruissellement et les eaux pluviales sont dirigées vers le bassin de décantation dont le volume total est de 500 m³ (250 m³ sous le trop plein font office de bassin d'orage). Le trop plein du bassin est rejeté, après passage par un séparateur à hydrocarbures, vers le réseau de collecte de la zone industrielle.

L'exploitant a présenté une analyse, Dekra du 30/11/2023, des rejets en sortie du séparateur à hydrocarbures. Les résultats sont conformes aux valeurs limites prescrites (pH 7,7 ; T° 8,2 °C ; MEST 23 mg/l ; DCO 14 mg/l ; HCT 0,08 mg/l, couleur du rejet 12 Pt/l).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux rejetées (entretien déshuileur)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 3.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées (entretien deshuileur)

Prescription contrôlée :

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées (décanteur/déshuileur) sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auquel il a été procédé. Le décanteur/déshuileur est entretenu périodiquement

Constats :

Les analyses des rejets (cf. point de contrôle précédent) confirment la bonne marche des installations de traitement. Les résultats d'analyses sont archivés par l'exploitant.

Il n'a pas été identifié de registre particulier. La géomembrane du bassin est déchirée. Selon l'exploitant, ceci serait le résultat des très fortes intempéries des derniers mois et de l'ancienneté de la géomembrane (cuite par les UV) et a été constaté en mars 2024. L'exploitant a présenté un document de déclaration de cette détérioration ainsi qu'un devis de réparation du 26/03/2024.

Concernant l'entretien du séparateur à hydrocarbures, l'exploitant a présenté les bordereaux (en ligne sur trackdéchets) relatifs aux boues et eaux hydrocarbonnées évacuées le 08/06/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit conserver les éléments assurant la traçabilité des constats et actions relatifs aux incidents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Cheminée
Prescription contrôlée : La hauteur de la cheminée de la centrale d'enrobage doit être de 13 m au moins. La vitesse minimale ascendante des gaz rejetés à l'atmosphère doit être au moins égale à 8 m/s.
Constats : La centrale dispose d'une cheminée d'environ dont la hauteur a été évaluée à près de 25 m. Selon le dernier rapport de suivi (Dekra du 11/12/2023), la vitesse des gaz est supérieure à 8 m/s (17,9 m/s en moyenne).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés aux points précédents doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, durant la première année d'exploitation puis au moins tous les ans. Si des dépassements des valeurs limites de rejet sont observés, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées avec des explications sur les causes des dépassements et avec un descriptif des actions mises en œuvre pour les supprimer et la justification de leur efficacité. En cas de perturbation ou d'incident affectant le traitement des gaz et ne permettant pas de respecter la concentration en poussières fixée à l'article 4.4.1, l'installation doit être arrêtée. Aucune opération ne doit être reprise avant remise en état du circuit d'épuration sauf dans les cas exceptionnels qui intéressent la sécurité.
Constats : Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants prévus à l'article 4.4.1 est effectuée annuellement, selon les méthodes normalisées. Les résultats des dernières mesures (Dekra du 11/12/2023) sont conformes et ne comportent pas de dépassements des valeurs limites. Pour mémoire : débit : 24 167 m ³ /h pour 28 000 m ³ /h prévu ; poussières 3,7 mg/Nm ³ (limite fixée à 50 mg/Nm ³) ; SO ₂ 77,2 mg/Nm ³ (limite fixée à 300 mg/Nm ³) ; NO ₂ 34,1 mg/Nm ³ (limite fixée à 500 mg/Nm ³) ; COVnm 10,7 mg/Nm ³ (limite fixée à 110 mg/Nm ³) ; CO 109 mg/Nm ³ (limite fixée à 400 mg/Nm ³).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois suivant la mise en service des installations, et lors de chaque installation d'un nouvel équipement bruyant l'exploitant fait procéder, par un organisme extérieur, à une

campagne de mesures des niveaux sonores représentatifs de l'activité du site. Ce contrôle vise à vérifier le respect des valeurs limites ci-dessus en limite de l'établissement ainsi que les émergences au niveau des habitations des hameaux les Noires et la Tournerie, le quartier de la Girardièrre. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Le contrôle est renouvelé tous les 2 ans.

Constats :

L'exploitant fait procéder, par un organisme extérieur, à une campagne de mesures des niveaux sonores représentatifs de l'activité du site. Le dernier contrôle (Dekra du 9/02/2023) porte 2 points en limites de site et l'habitation au lieu-dit « Les Noires ».

Les niveaux en limite du site (62,5 dB(A) et 66 dB(A)) sont supérieurs à la valeur limite de 60 dB(A) fixée par l'AP.

L'émergence mesurée (1 dB(A)) est conforme à l'AP (max 5 dB(A)) toutefois il n'y a pas eu de mesures au niveau des habitations de la Tournerie et du quartier de la Girardièrre.

Notons que par courrier du 20/12/2023, l'exploitant a sollicité une révision à la hausse (à 70 dB(A)) de la valeur en limite de site, pour être cohérent avec ce qui est imposé par la réglementation aux entreprises (ICPE) qui jouxtent son site, dans le respect des dispositions nationales.

Concernant les habitations de la Tournerie (à environ 800 m au nord-est) et du quartier de la Girardièrre (à environ 500 m à l'est, de l'autre côté de la 4 voies Cholet/Nantes), l'exploitant note que la zone industrielle s'est beaucoup étoffée depuis la délivrance de son autorisation d'exploiter. Il ne lui semble plus pertinent de faire des mesures à ces emplacements dont l'environnement sonore est davantage influencé par d'autres activités situées entre ses installations et ces habitations.

Notons que suite à l'inspection, l'exploitant a sollicité la suppression de ces 2 emplacements par courrier du 18/04/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accès, voies et aires de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Accès, voies et aires de circulation

Prescription contrôlée :

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les voies de circulation et les voies d'accès à l'établissement sont délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Constats :

Les voies de circulation sont propres, dégagées et dimensionnées pour le passage des camions et engins. L'installation est donc accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les voies de circulation et les voies d'accès à l'établissement sont délimitées, propres et permettent le passage des engins des services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.5.1 et 7.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

Prescription contrôlée :

7.5.1 :

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles sont susceptibles de contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé. L'étanchéité des divers moyens de rétention présents sur le site doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

7.5.2 :

Les stockages d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, notamment les stockages d'huiles neuves ou usagées, sont associés à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable au bassin de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Constats :

Les rétentions du parc à liants et émulsion sont maçonnées et il n'y a pas été identifié d'anomalie. La vidange des eaux pluviales se fait par pompage dans un point bas qui nécessite une commande manuelle (pas automatique). Il n'a pas été vu d'orifice de vidange gravitaire, donc pas de dispositif d'obturation. Ces rétentions sont correctement dimensionnées pour les 3 cuves de 60 m³ de bitume et la cuve de 40 m³ d'émulsion), elles sont propres et peu encombrées.

Le volume de la rétention (bac métallique) présente dans l'atelier est de l'ordre de 750 l (mesurée). Les récipients (fûts et bidons de moins de 250 l) s'y trouvant représentent une capacité totale cumulée évaluée à environ 1200 l.

Le volume de la rétention (bac métallique) est donc légèrement inférieur aux 800 l minimum requis dans le cas présent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre le stockage de polluants en récipients de son atelier en conformité (soit réduisant le volume stocké pour qu'il n'excède pas celui du bac métallique présent, soit en augmentant le volume de rétention du bac à au moins 800 l).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Bassins de rétention des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de rétention des eaux d'extinction d'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de moyens permettant le confinement des eaux d'extinction. Le bassin d'orage, augmenté de 250 m³ est étanche et dispose d'un obturateur d'isolement installé à sa sortie permettant, au besoin de maintenir toute pollution sur le site en cas de sinistre.

Constats :

Un bassin de décantation dont le volume total est de 500 m³ (250 m³ sous le trop plein font office de bassin d'orage) est présent. Comme déjà signalé, la géomembrane du bassin est déchirée et doit être remplacée.

Une vanne d'isolement accessible et signalée est présente en sortie de ce bassin. Sa mise en œuvre

a été testée avec succès. La vanne se trouve, à environ 2 m, au fond d'un regard dans lequel il faut descendre pour la fermer. Les modalités de mise en œuvre apparaissent inadaptées et peu opérationnelles en cas de sinistre. En effet, l'accès ainsi que la fermeture de la vanne nécessitent d'aller chercher au préalable des outils dans l'atelier (voir un éclairage en cas d'obscurité).

Il a également été constaté que l'exploitant a mis en place des plaques spécifiques d'obturation (signalées) au niveau de chacun des regards du site. En mode dégradé, ces plaques permettraient d'éviter l'arrivée de polluants jusqu'au bassin de confinement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en conformité son bassin de confinement des eaux dont la géomembrane est HS.

L'exploitant doit rendre les conditions de mise en œuvre de la vanne d'isolement plus opérationnelles. Par courriel du 18/04/2024, il a précisé que des travaux en ce sens seront effectués en juillet 2024.

L'exploitant doit de plus expliciter clairement dans une consigne, et former son personnel, pour savoir dans quel cas l'usage des plaques d'obturation est souhaitable (ou pas). Le site ne peut en effet se substituer au bassin de confinement en cas de sinistre important.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de secours contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalisera en concertation avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Maine et Loire un plan d'intervention interne à l'établissement dans un délai de un an à compter de la signature du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant dispose d'un manuel de procédures d'urgences destiné à son personnel et aux pompiers (accessible notamment à l'entrée du site).

Le document comporte des indications relatives à la présence de la vanne d'isolement du bassin de confinement du site. Elles sont uniquement dans la partie relative aux risques de pollutions et pas dans le volet incendie. Le document mériterait d'être actualisé et le cas échéant le SDIS de nouveau consulté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Actualisé le document de procédures d'urgences destiné au personnel et aux pompiers pour que l'isolement du site (fermeture de la vanne) figure très explicitement en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Extincteur

Prescription contrôlée :

Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par les normes en vigueur sont répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements. Les extincteurs doivent être homologués. Ils sont repérés, fixés (pour les portatifs), numérotés et accessibles en toutes circonstances. Ils sont vérifiés au moins une fois par an et ils sont maintenus en état de fonctionnement en permanence.

Constats :

Des extincteurs de différents types et capacités sont présents et répartis à l'intérieur des locaux et aussi à l'extérieur. Ils sont repérés et contrôlés et ceux vus étaient accessibles. Le dernier contrôle date de juillet 2023 (rapport Chubb du 04/07/2023).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Eau d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eau d'extinction

Prescription contrôlée :

Un poteau incendie conforme aux normes en vigueur est présent à l'entrée du site.

Constats :

Un poteau incendie « public » est présent à l'entrée du site, hors site. L'exploitant a indiqué avoir sollicité le gestionnaire (véolia) pour connaître débit de ce poteau de la zone industrielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Alarme

Prescription contrôlée :

L'établissement est équipé d'un système d'alarme sonore qui répond aux modalités définies ci-dessous :- le dispositif d'alarme d'évacuation fonctionne au moyen de commandes judicieusement réparties,- le signal sonore d'alarme générale est audible de tout point de l'établissement pendant le temps nécessaire à l'évacuation,- le personnel de l'établissement est informé de la caractéristique du signal sonore d'alarme générale. Cette information peut être complétée par des exercices périodiques d'évacuation,- le système d'alarme est maintenu en bon état de fonctionnement.

Constats :

L'exploitant n'a pas connaissance d'un tel dispositif. Pourtant, la présence a priori d'une sirène a été constatée sur le site le long du poste de pilotage de la centrale.

Faute de connaissance de l'exploitant, cet équipement n'a pas pu être mis en marche lors de l'inspection. Ce dispositif ne fait pas l'objet de contrôle périodique et le personnel de l'établissement n'est de fait pas informé de la caractéristique du signal sonore d'alarme générale

Après l'inspection, par courriel du 18/04/2024, l'exploitant a indiqué sollicité un prestataire pour brancher ce dispositif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité avec l'ensemble des dispositions prescrites par cet article.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Vérifications et exercices

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 7.7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Vérifications et exercices
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement que les moyens de secours, les obturateurs et les vannes de confinement sont à la place prévue, aisément accessibles et en bon état extérieur. Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à l'évacuation du site et à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les comptes-rendus des vérifications et des exercices.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement que les moyens de secours (cf. rapport de vérification Chubb du 04/07/2023). Les obturateurs de regard sont nouveaux et la seule la vanne d'isolement du bassin de confinement a été identifiée. Elle ne peut-être déplacée, fonctionne et le personnel sait la fermer (même si la mise en œuvre est peu opérationnelle).</p> <p>Le personnel est formé périodiquement et des exercices sont organisés. Le dernier exercice, selon les documents présentés, portait notamment sur une simulation de rupture de canalisation de gaz (une vanne de sectionnement est présente à l'entrée du site) et l'évacuation.</p> <p>Concernant la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours, elle a vraisemblablement été faite selon les déclarations du personnel, toutefois aucun élément de traçabilité n'a pu être présenté.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la cadence des exercices est d'une fois par an au minimum et qu'il doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les comptes-rendus des exercices.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 1.3			
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités ICPE			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tableau de classement des activités ICPE annexé au courrier du 24/10/2017 prenant acte de modification de rubriques de classement des activités ICPE.</p>			
Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
2521.1	Enrobage de au bitume de matériaux routiers (centrale d') 1. à chaud	Capacité : 220 t/h Production : 150 000 t/an	A
2515-1c	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage,	Installation de broyage, concassage, criblage. Puissance installée :	D

	pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : c) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	190 kW.	
2517-3	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 3. inférieure à 10 000 m ² .	Surface de la station de transit de 9 000 m ² .	D
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôt de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t.	Stockage d'émulsion de bitume : 4 cuves de 80 t Total : 320 t	D

A : autorisation, D : déclaration

Constats :

Il a été constaté que les cuves de bitumes notamment étaient toujours chauffées par fluide caloporteur (rubrique 2915) avec une petite chaudière gaz comme cela a été autorisé à l'origine.

Le donner acte du 24/10/2017 supprime cette rubrique. Vérification faite après l'inspection, le document est entaché d'une erreur car le porter à connaissance ayant conduit à donner acte, n'évoquait pas cette rubrique, sans pour autant la supprimer.

L'inspection des installations classées n'a pas identifié de nouvelles ICPE sur le site. On notera néanmoins que certaines évolutions de nomenclature intervenues depuis 2017 (suppression du régime A) modifient des rubriques (2515-1c (D) devient 2515-1b (D) et 2517-3 (D) devient 2517-2 (D)).

En outre, comme signalé au point de contrôle n°7, le stockage associé à la rubrique 4801-2 est constitué de 3 cuves de 60 m³ de bitume et d'une cuve de 40 m³ d'émulsion et non de 4 cuves de 80 t d'émulsion de bitume comme indiqué dans le donner acte du 24/10/2017.

Type de suites proposées : Sans suite